



## **LOI SECURITE GLOBALE : LA MOBILISATION CONTINUE**

**Samedi 30 janvier 2021**

**Arras, Rassemblement, 11h, Place de théâtre  
à l'appel de l'intersyndicale CGT/FSU/ Solidaires**

**Lille, Rassemblement, 14h, Porte de Paris  
à l'appel de la LDH, club de la presse, FSU ...(puis manifestation)**

Malgré les fortes mobilisations, le gouvernement s'entête et maintient son projet de loi « sécurité globale ». Ce projet prévoit des mesures qui restreindraient gravement les libertés publiques et notamment le droit à la vie privée et la liberté d'information. Il empêcherait de fait toute dénonciation de dérives et violences policières.

**Pour la FSU, c'est toute la loi qu'il faut retirer.**

Dans le même temps, le gouvernement a sorti un autre projet de loi réactionnaire: la loi "confortant les principes républicains". A l'occasion de cette loi, le président, partisan d'une restriction de l'ambition laïque, la définit comme "la liberté de croire ou de ne pas croire, la possibilité d'exercer son culte à partir du moment où l'ordre public est assuré". Il fait ainsi sciemment silence sur le projet laïque de rendre concret pour toutes et tous, partout, la liberté de conscience réelle nécessitant, entre autres, de donner à l'école publique les moyens d'exercer cette mission émancipatrice.

Sous couvert d'empêcher l'islamisme radical et le terrorisme, ce projet de loi ouvre la voie à un contrôle de l'ensemble des associations et stigmatise encore davantage les personnes musulmanes ou perçues comme telles. C'est aussi un pouvoir de contrôle de l'État sur toutes celles et ceux qui auraient "une idéologie qui se dresserait contre les valeurs de la République". L'interprétation laissée au pouvoir aménage la possibilité de voir condamner tous celles ou ceux qui contesteraient des politiques gouvernementales, sous couvert d'une atteinte aux valeurs de la république.

**La FSU demande aussi le retrait de cette loi.**

Au mois de décembre également, trois décrets sont venus donner la possibilité d'un fichage massif des militant.e.s, de leur entourage (notamment des enfants mineur.e.s), de leur santé, de leurs activités sur les réseaux sociaux et de leurs opinions politiques et syndicales !

Pour la FSU, l'heure n'est pas de promulguer des textes liberticides et inutiles quant à leur finalité avouée. L'heure est à la construction d'une société plus juste, plus solidaire, incarnant ses principes en se donnant les moyens de répondre à l'urgence économique, sociale et écologique.